



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE DE L'OUEST

(HORS NIGÉRIA-GHANA)

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

D'ABIDJAN

N° 502 – 28 juillet 2023

Régional

Le Conseil des gouverneurs approuve l'augmentation du capital du FAGACE

La [14^{ème} session ordinaire](#) du Conseil des Gouverneurs du Fonds Africain de Garantie et de Coopération Economique (FAGACE) s'est tenue le 19 juillet 2023. A cette occasion, le Conseil a approuvé entre autres l'augmentation du capital social autorisé pour le porter à 500 Mds FCFA (762,2 M EUR), contre 350 Mds FCFA (533,6 M EUR) actuellement. Pour rappel, le FAGACE est une institution financière créée en 1977 qui œuvre à la promotion des investissements publics et privés, en offrant essentiellement des produits de partage de risques. Le FAGACE intervient au sein de ses 14 Etats membres, dont 9 en Afrique de l'ouest (UEMOA + Mauritanie).

La SFI et Baobab renforcent leur partenariat pour le financement des PME en Afrique de l'Ouest

Le 25 juillet 2023, la Société financière internationale (SFI) a annoncé un nouveau [partenariat](#) avec le Groupe Baobab afin d'améliorer l'accès aux services financiers des micro et petites entreprises ainsi qu'aux entreprises détenues par des femmes. L'initiative concerne 6 pays africains, dont le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Mali et le Sénégal. Ainsi, 6 accords de prêt via une facilité multidevise d'un montant total de 47,5 M USD ont été signés au profit du Groupe Baobab qui mettra en œuvre ce programme de microfinance.

LE CHIFFRE À RETENIR

600 000 t

Le volume annuel des importations de riz au Burkina Faso

126 M USD de la BADEA en faveur de 5 opérations en Afrique de l'ouest

Le 14 juillet 2023, le Conseil d'administration de la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA) a [approuvé](#) 5 opérations à impact social et environnemental en Afrique de l'Ouest. Il s'agit notamment : (i) au Bénin, d'un prêt de 50 M USD pour le financement du Projet d'aménagement des terres agricoles et d'adaptation au changement climatique dans le bassin inférieur du fleuve Mono ; (ii) au Burkina Faso, d'un prêt de 25 M USD au Fonds national de finance inclusive, en tant que ligne de crédit pour les PME, ainsi qu'une facilité de commerce de 50 M USD en faveur d'une entreprise publique pour l'importation de produits stratégiques ; (iii) au Cap-Vert, d'un don de 500 000 USD pour le financement du Projet pilote de développement des chaînes de valeur et de promotion du tourisme de Ribeira Principal ; (iv) d'un don de 465 000 USD accordé à l'Institut du Sahel, une institution sous-régionale de recherche, pour appuyer ses activités visant à réduire l'empreinte carbone des Etats membres.

La Mauritanie et le Sénégal signent un nouvel accord de pêche

Les autorités mauritaniennes et sénégalaises ont [signé](#) un nouveau protocole d'application de la convention de partenariat en matière de pêche et d'aquaculture qui lie les deux pays. En vertu du nouveau protocole conclu pour un an, la partie mauritanienne octroie un quota de 50 000 tonnes à 500 embarcations sénégalaises maximum, dont 6% devront débarquer leurs produits de pêche pour alimenter le marché mauritanien (sans que ces quantités soient comptabilisées dans le quota attribué). **D'autres articles concernent les mécanismes de contrôle de la bonne application de l'accord, l'envoi de formateurs sénégalais dans le domaine de la pisciculture en Mauritanie et l'approvisionnement de la Mauritanie en quantités suffisantes d'alevins pour l'empoissonnement de 5 mares, notamment du lac de Foum Gleita.**

🇸🇳 Bénin

63,5 M EUR de l'UE dans le cadre d'un programme d'appui à la gouvernance

Le 20 juillet 2023, le Bénin et l'UE [ont procédé](#) au lancement du Programme d'appui à la gouvernance démocratique, économique et sociale (PAGODES) au Bénin 2023-2025. **D'un montant de 63,8 M EUR, ce programme soutiendra les réformes visant principalement à accroître la mobilisation des recettes domestiques et à renforcer la gestion financière, la gouvernance démocratique et la protection sociale en faveur des populations les plus vulnérables. Le PAGODES s'inscrit dans le cadre du partenariat bilatéral entre l'UE et le Bénin, qui comprend un budget total de 255 M EUR pour la période 2021-2024.**

🇸🇳 Burkina Faso

Modification du code minier en faveur du Fonds de soutien patriotique

Le 25 juillet 2023, l'Assemblée législative de la Transition (ALT) [a adopté la loi](#) portant modification du code minier. Cette loi devrait **permettre à l'Etat de réorienter en moyenne 17 Mds FCFA (25,9 M EUR) de recettes annuelles, auparavant destinées au Fonds minier de développement local (FMDL), au profit du Fonds de Soutien Patriotique (FSP). En effet, les nouvelles dispositions de la loi stipulent qu'une partie des ressources du FMDL est affectée au financement du FSP, notamment (i) 85% des 20% des redevances collectées par l'Etat et liées à la valeur des produits extraits et/ou vendus et (ii) 20% des 1% du chiffre d'affaires et/ou de la valeur des produits extraits des titulaires de permis d'exploitation industrielle de mines et des bénéficiaires d'autorisations d'exploitation industrielle de substances de carrières.**

Installation de l'Observatoire national du riz

Le 25 juillet 2023, s'est tenu le [lancement officiel](#) de l'Observatoire national du riz (ONAR-BF). Le riz est le produit alimentaire le plus importé par le Burkina-Faso. **Dans le but de réduire l'écart entre la demande et la production locale, cet organisme public est mandaté pour accompagner l'ensemble des acteurs afin de mieux coordonner les politiques, le financement et la recherche dans la filière riz. En effet, la production locale est évaluée à environ 500 000 tonnes par an tandis que les importations se chiffrent à environ 600 000 tonnes par an. L'Observatoire national du riz est une déclinaison au niveau pays de l'initiative sous régionale de l'Observatoire du riz de la CEDEAO.**

Cap-Vert

3,7 M USD du Fonds de lutte contre les pandémies pour renforcer la sécurité sanitaire

Le Cap-Vert [fait partie](#) des premiers bénéficiaires des financements du Fonds de lutte contre les pandémies. Le pays devrait recevoir un montant de 3,7 M USD du fonds afin de renforcer sa résilience face aux futures menaces de pandémie. Ce financement permettra en particulier de renforcer la surveillance, l'alerte précoce des maladies et des événements de santé publique, les systèmes de laboratoire et le personnel de santé. Le financement sera octroyé via la Banque mondiale et le projet sera mis en œuvre progressivement entre 2024 et 2026 en collaboration avec l'OMS, l'UNICEF et la FAO.

Côte d'Ivoire

Environ 3 Mds EUR de recettes recouverts par la DGI au 1^{er} semestre 2023

Au 1^{er} semestre 2023, la Direction Générale des Impôts (DGI) [a recouvré](#) 1 933,6 Mds FCFA (2,9 M EUR), soit un excédent de 22,1 Mds FCFA (33,7 M EUR) par rapport à l'objectif pour cette période. Les recettes de la DGI pour ce 1^{er} semestre sont également en hausse de 14,7% en glissement annuel. Cette performance est essentiellement liée au dynamisme de l'activité économique ainsi qu'à la poursuite de la digitalisation et le renforcement de l'encadrement de proximité. En termes de perspectives, les objectifs de recettes de la DGI pour le troisième trimestre sont fixés à 970,7 Mds FCFA (1,5 Md EUR).

Lancement de la construction de la centrale à biomasse de Ayebo

Le 20 juillet 2023, le ministre des Mines, du Pétrole et de l'Énergie [a procédé](#) à la pose de la première pierre de la centrale à biomasse de Ayebo, dans le département d'Aboisso (sud-est du pays). Porté par les entreprises françaises EDF

et Meridiam ainsi que le groupe industriel ivoirien Sifca, le projet produira de l'énergie renouvelable à partir de résidus agricoles de palmiers à huile. Il s'agira de la plus grande centrale biomasse de la région ouest-africaine, dont la date de livraison est prévue pour 2025. D'une capacité de 46 MW, elle devrait desservir environ 1,7 M de personnes. D'autres projets similaires ont également été annoncés pour atteindre l'objectif de 45% d'énergie renouvelable d'ici 2030, notamment la centrale à base de tiges de coton à Boundiali ou celles à base de cacao à Gagnoa et Divo.

Bientôt une usine d'huile de palme à Guitry

Le 25 juillet 2023, le groupe agro-industriel chinois Hunan N°6 [a lancé](#) les travaux de construction de l'usine d'huile de palme Agroprocess qui sera située non loin de la ville de Guitry (sud-ouest du pays). L'usine devrait être livrée dans un an et demi, avec une capacité annuelle de production de 100 000 tonnes, et emploiera 500 travailleurs. Elle sera la première d'une série de 15 usines (11 en Côte d'Ivoire et 4 en Chine) dans les domaines de l'hévéa et de l'huile de palme que le groupe prévoit de construire. Le coût global de ces investissements est estimé à environ 400 M USD, dont la moitié pour les projets en Côte d'Ivoire.

Guinée

Le pays suspend sa participation à l'OMVS

Le 18 juillet 2023, la Guinée [a décidé](#) de suspendre sa participation à l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal (OMVS). Les autorités estiment en effet que les préoccupations et les intérêts stratégiques du pays ne sont pas pris en compte au sein de l'organisation. En particulier, elles citent le retard dans le financement du barrage hydroélectrique de Koukoutamba, dans la préfecture de Tougué (au centre-nord du pays), ainsi que la sous-représentativité du pays au sein des instances de décision. Pour rappel, l'OMVS est une

organisation intergouvernementale de développement créée en 1972 par le Mali, la Mauritanie et le Sénégal, en vue de la gestion du bassin versant du fleuve Sénégal.

Suspension des exportations de certaines denrée alimentaires

La Guinée [a décidé](#) de suspendre l'exportation de plusieurs denrées alimentaires, dont le riz, la pomme de terre, la tomate fraîche et l'huile rouge pour une durée de six mois, à compter du 17 juillet 2023. Cette mesure viserait à préserver les stocks alimentaires du pays avant les prochaines récoltes. La suspension concerne une quinzaine de produits de consommation courante et leur exportation est interdite sous peine d'amendes ou de poursuites pénales.

Libéria

16 M USD de la BAfD en faveur de l'entrepreneuriat des jeunes

La Banque africaine de développement (BAfD) a [approuvé](#) un financement de 16 M USD en vue de la création de la Banque d'investissement pour l'entrepreneuriat des jeunes. Cette dernière aura en particulier pour mission de fournir des services financiers et non financiers aux jeunes entrepreneurs. Elle permettra de soutenir 30 000 micros, petites et moyennes entreprises dirigées par des jeunes dans le secteur agro-industriel et autres secteurs connexes sur les 17 prochaines années. Elle devrait favoriser 500 M USD de prêts et pourrait créer 120 000 emplois directs. Il s'agit d'un investisseur de long terme pour renforcer l'inclusion financière et économique de des jeunes au Libéria, lesquels représentent 60% de la population et dont 45% n'est ni en études, ni en formation ni en emploi.

Mali

Les recettes publiques du secteur aurifère ont progressé de 35% en 2022

En 2022, les recettes publiques [générées](#) par l'exploitation de l'or se sont élevées à 763,7 Mds FCFA (1,2 Md USD), en augmentation de 35% par rapport à l'année précédente. Cette hausse pourrait être attribuée à une bonne performance des services de recouvrement fiscaux et douaniers, ainsi qu'à la fin de certaines exonérations fiscales. A noter que la production industrielle d'or a atteint 66,2 tonnes en 2022 (+4% par rapport à 2021) et pourrait s'établir à 67,7 tonnes en 2023. Pour rappel, l'or représente plus de 80% des exportations en valeur du Mali.

Niger

Lancement des travaux de bitumage et de réhabilitation de la voirie à Niamey

Le 25 juillet 2023, s'est tenu le [lancement](#) des travaux de réhabilitation, d'aménagement et de bitumage de la voirie urbaine de Niamey. D'un budget total de 60,8 Mds FCFA (92,7 M EUR), ces travaux sont financés par le gouvernement et la Banque Ouest-Africaine de Développement (BOAD). Ils comprennent entre autres la réhabilitation de 60 km de routes par la compagnie française Sogea Atom ainsi que l'aménagement et le bitumage des voies dans la zone aéroportuaire, dans la zone industrielle et dans le Grand Marché de Niamey par l'entreprise China Geo-Engineering Corporation International (CGC Int).

La BADEA accorde 50 M USD pour la construction d'internats de jeunes filles

La Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique (BADEA) a [annoncé](#) le 14 juillet 2023 l'octroi d'un prêt de 50 M USD au Niger. Ce financement est destiné au Projet de développement des infrastructures scolaires et de promotion de l'équité et de la qualité en

milieu scolaire, notamment la construction de 50 internats pour jeunes filles.

🍷 Sénégal

Validation d'une nouvelle stratégie pour l'aquaculture

L'Agence nationale de l'aquaculture (ANA) a validé une [nouvelle stratégie](#) de développement durable de l'aquaculture, en partenariat avec l'USAID, d'un coût global de 129 Mds FCFA (196,7 M EUR). Cette stratégie qui couvre la période 2024-2033 va contribuer à lutter contre la surexploitation des ressources halieutiques et à la raréfaction des espèces dans les eaux sénégalaises, en faisant de l'aquaculture une véritable alternative à la pêche. L'ambition du pays est d'atteindre en 10 ans une production aquacole de 65 000 tonnes, avec la création de 50 000 emplois. A noter que le secteur de la pêche représente 3,2% du PIB du pays.

Inflation à + 7,5% en g.a. en juin 2023

Selon l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD), le [taux d'inflation](#) au Sénégal a ralenti à +7,5% en juin 2023 en glissement annuel (g.a.), après +8,3% le mois précédent. Ce niveau d'inflation a été porté principalement par la hausse des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+9,5% en g.a), des loisirs et cultures (+10,1% en g.a) et des restaurants et hôtels (+7,2% en g.a).

🍷 Togo

Inflation à +6 % en g.a. en juin 2023

Selon l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED) du Togo, le [taux d'inflation](#) s'est [établi](#) en juin 2023 à +6% en glissement annuel (g.a.), contre +5,8% le mois précédent. Ce niveau d'inflation s'explique principalement par la hausse des prix de la catégorie « Restaurants et hôtels » (+13,9 % en g.a.), des transports (+10,2% en g.a.), et de la catégorie « Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (+7,1 % en g.a.). A noter les prix de la catégorie « santé » ont enregistré une légère baisse (-0,3% en g.a).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.trésor.economie.gouv.fr/tresor-international